

REPUBLIQUE DU TCHAD

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

UNITÉ - TRAVAIL - PROGRES

FIGASSOU HELENA
Inspecteur Principal des Impôts & Taxes

ORDONNANCE

PORTANT BUDGET GENERAL POUR 1997

DÉCEMBRE 1996

(/isa : S.G.G



ORDONNANCE N° 001 /PR/96
PORTANT BUDGET GENERAL POUR 1997


LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

- (/u la Constitution ;
- (/u la Loi Organique n°11/62 du 11 Mai 1962 relative aux Loïs de Finances ;
- (/u l'Ordonnance n°28/PR/85 du 30/10/85 portant modification de la Loi Organique n°11/62 du 11 Mai 1962 et instituant la Nomenclature et la Codification des Ressources et des Charges du Budget de l'Etat;
- (/u le Décret n°399/PR/96 du 11 Août 1996, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- (/u le Décret n°400/PR/PM/96 du 12 Août 1996, portant nomination des Membres du Gouvernement ;
- (/u le Décret n°401/PR/PM/96 du 12 Août 1996, portant nomination du Secrétaire Général et du Secrétaire Général Adjoint du Gouvernement;
- Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 21 Décembre 1996

-- O R D O N N E --

I - DISPOSITIONS FISCALES

- Article 1/** Sous réserve des dispositions de la présente Loi, la perception des impôts, contributions, taxes directes ou indirectes, produits et revenus continuera à être opérée en 1997 au profit de l'Etat et des collectivités publiques conformément aux textes en vigueur.
- Article 2/** En application de l'acte n°7/93-UDEAC-556-SE1 du 21 Juin 1993 portant révision du tarif extérieur commun, l'importation du sucre est libre sur tout le territoire national à compter du 1er Janvier 1997.
Toutefois au cours de l'année 1997, le sucre importé sera taxé sur la base d'un prix de référence qui sera fixé par un arrêté du Ministre des Finances.
- Article 3/** L'article 12 de la Loi n°11/PR/96 portant Budget Général pour 1996 et modifiant l'article 29 paragraphe 3 du Code Général des Impôts relatif au régime du forfait est abrogé.
- Article 4/** Pour compter de la date d'application de la présente Loi, la taxe civique instituée par l'article 143 du Code Général des Impôts et mise à la charge de chaque personne imposable n'est plus due par les femmes.
Pour les hommes, le taux de la taxe civique est de 500 Frs en milieu rural et de 1.000 frs dans les communes.



Article 5/ Pour compter du 1er janvier 1997, les dispositions de la Loi n°6/PR/95 créant et rendant exécutoire les modalités d'application de la Taxe sur le Chiffre d'Affaires (TCA) et le Droit d'Accises sont modifiées comme suit :

Art. 2/ Cet article est complété par le paragraphe d) comme ci-dessous énuméré :
d) les intérêts

Art.3/ Paragraphe o)
o) sans objet

au lieu de :

Art. 9 : (ancien)

La base imposable à la TCA en ce qui concerne les importations ou l'introduction sur le territoire du Tchad est établie en ajoutant à la valeur imposable telle que définie par les articles 23 à 26 du Code des Douanes de l'UDEAC, le montant du droit de douane.

Lire :

Art. 9 : (nouveau)

La base imposable à la TCA en ce qui concerne les importations ou l'introduction sur le territoire du Tchad est établie en ajoutant à la valeur imposable telle que définie par les articles 23 à 26 du Code des Douanes de l'UDEAC, le montant du droit de douane et des droits d'accises.

au lieu de :

Art.11 (ancien) :

*Sont inclus dans la base imposable définie à l'article 10 ci-dessus.
(2è tiré)*

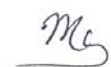
- les impôts, droits et taxes non compris les droits d'accises à l'exclusion de la TCA.

Lire :

Art. 11 (nouveau) :

*Sont inclus dans la base imposable définie à l'article 10 ci-dessus.
(2è tiré)*

- les impôts, droits et taxes y compris les droits d'accises à l'exclusion de la TCA elle-même.



au lieu de :

Art.16/(2è paragraphe ancien)

Les personnes physiques dont le chiffre d'affaires n'atteint pas la limite sus mentionnée sont imposables selon le régime du forfait. Elles peuvent néanmoins opter pour le régime du réel à condition qu'elles tiennent une comptabilité régulière.

lire :

Art.16 (2è paragraphe : nouveau)

Les personnes physiques dont le chiffre d'affaires n'atteint pas la limite sus mentionnée sont imposables selon le régime du forfait. Elles peuvent néanmoins opter pour le régime du réel à condition qu'elles tiennent une comptabilité régulière et que leur chiffre d'affaires annuel hors taxes atteigne 30.000.000 Frs CFA.

au lieu de :

Article 17 : (ancien)

La TCA comporte deux taux :

- *un taux réduit applicable aux produits figurant sur la liste de l'annexe III à la présente Loi.*
 - *un taux général applicable aux autres produits et prestations de services. Ces taux sont identiques aussi bien pour les biens et services produits localement, que pour les produits importés.*
- La liste des produits soumis au Droit d'accises est jointe en annexe IV de la présente Loi.*

Lire :

Article 17 : (nouveau)

La TCA comporte un taux :

un taux général applicable aux produits et prestations de services. Ce taux est identique aussi bien pour les biens et services produits localement, que pour les produits importés.

La liste des produits soumis au Droit d'accises est jointe en annexe IV de la présente Loi.

au lieu de :

Article 18 : (ancien)

Les taux de la TCA sont fixés de la manière suivante :

un taux réduit : 6%
un taux général : 15%

ms

Lire :

Article 18 : (nouveau)

Le taux de la TCA est de : 15%.

au lieu de :

Art.19 : Sous-Section une § 3 (ancien)

Les exportations de produits industriels ouvrent droit à déduction et éventuellement à un crédit de taxe si ces produits ont subi la TCA en amont. Les prestations de services qui s'y rattachent peuvent également ouvrir droit à déduction et éventuellement à crédit d'impôt.

Lire

Art.19 : Sous-section une § 3 (nouveau)

Les exportations de produits industriels ouvrent droit à déduction et éventuellement à un crédit de taxe reportable sans limitation de durée, si ces produits ont subi la TCA en amont. Les prestations de services qui s'y rattachent peuvent également ouvrir droit à déduction et éventuellement à crédit d'impôt dans les mêmes conditions.

au lieu de :

Art.19 : Sous Section deux (ancien)

Les redevables de la TCA sont autorisés à déduire globalement chaque mois du montant de la TCA exigible sur les opérations réalisées le même mois, la TCA qui a grevé les biens, services et livraisons à soi-même de ce même mois.

Lorsque le montant de la déduction admissible est supérieure au montant de l'impôt exigible au titre d'un mois donné, l'excédent de la TCA déductible est reporté sur la ou les déclarations ultérieures et ce, jusqu'à épuisement total.

En aucun cas le crédit de la taxe ainsi constaté ne peut faire l'objet du remboursement.

Aucune déduction ne peut être opérée au titre des opérations effectuées en exonération de la TCA.

Lire :

Art.19 : Sous Section deux (nouveau)

Les redevables de la TCA dont le chiffre d'affaires hors taxes (CAHT) excède 500 millions par an, doivent souscrire une déclaration de TCA tous les mois. Ces redevables sont autorisés à déduire globalement chaque mois du montant de la TCA exigible sur les opérations réalisées le même



mois la TCA qui a grevé les biens, services et livraisons à soi-même de ce même mois. Lorsque pour un mois donné, le montant de la TCA déductible est supérieure à la TCA brute, l'excédent de TCA déductible non imputé est reportable sur les déclarations des trois mois suivants la naissance du droit à déduction. Le report de crédit ne peut excéder le délai de trois mois. Les redevables dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes (CAHT) est inférieur à 500 millions, doivent souscrire une déclaration de TCA par trimestre civil. Pour ces redevables la déduction s'opère chaque trimestre. Lorsque, pour un trimestre donné le montant de la TCA déductible est supérieur à la TCA brute, l'excédent de la TCA déductible non imputé au cours du trimestre est uniquement reportable sur la déclaration du trimestre suivant.

En aucun cas, le crédit de la taxe ainsi constaté ne peut faire l'objet de remboursement.

Aucune déduction ne peut être opérée au titre des opérations effectuées en exonération de TCA à l'exception des exportations de produits industriels.

A l'exception des opérations d'exportations de produits industriels, le droit à déduction prévu par le présent article n'est ouvert que pour les entreprises imposables à la TCA.

au lieu de :

Art.25 (ancien) :

Toute personne assujettie à la TCA doit souscrire auprès de l'Administration fiscale territorialement compétente dans les quinze premiers jours qui suivent le commencement de ses opérations ou quinze jours avant la cessation de celles-ci, une déclaration de commencement ou de cessation desdites opérations.

lire :

Art.25 (nouveau) :

Toute personne assujettie à la TCA doit faire enregistrer auprès de la Sous-Direction des Grandes Entreprises, dans les dix jours qui suivent le commencement de ses opérations ou dix jours avant la cessation de celles-ci, une déclaration de commencement ou de cessation desdites opérations.

au lieu de :

Art. 27 (ancien) :

La TCA est un impôt déclaratif qui ne donne pas lieu à l'émission de rôle d'imposition.

- déclarations périodiques (à souscrire en quatre (4) exemplaires).

Les déclarations de TCA dont le modèle est fourni par l'administration, doivent être datées et signées par le redevable au mandataire autorisé.

Deux (2) exemplaires doivent être déposés au Service des Versements Spontanés de la Direction des Impôts et Taxes, dans les vingt premiers jours du mois suivant la réalisation des affaires en cause.
Si au cours d'un mois aucune opération imposable n'a été réalisée, une déclaration comportant la mention "néant" doit être déposée auprès des services de la Direction des Impôts et Taxes.

Lire :

Arti. 27 (nouveau)

La TCA est un impôt déclaratif dont le recouvrement est normalement assuré lors du dépôt de la déclaration. Les rappels opérés sont recouvrés par voie de rôle.

- déclarations périodiques (à souscrire en quatre (4) exemplaires).
Les déclarations de TCA dont le modèle est fourni par l'administration, doivent être datées et signées par le redevable ou son mandataire autorisé.

Trois (3) exemplaires datés et signés doivent être déposés auprès de la Sous-Direction des Grandes Entreprises dans les dix jours du mois ou du trimestre suivant la réalisation des affaires en cause.

Si au cours d'un mois ou d'un trimestre aucune opération imposable n'a été réalisée, une déclaration comportant la mention "néant" doit être déposée auprès de la Sous-Direction des Grandes Entreprises.

- déclaration récapitulative annuelle : abrogée.

Art. 28 (ancien) : abrogé.

au lieu de :

Art. 29 (ancien) :

Le montant de la TCA est payé directement et spontanément par l'assujetti, dans les délais prévus pour le dépôt des déclarations, au guichet du Trésor dont dépend son siège social, son principal établissement ou le responsable accrédité par lui. Les services du Trésor gardent un exemplaire de la déclaration, le quatrième exemplaire est conservé par le redevable.

Lire :

Art. 29 (nouveau) :

Le montant de la TCA est payé directement et spontanément par l'assujetti ou son responsable accrédité dans les délais prévus pour le dépôt des déclarations au guichet de la Recette de la Sous-Direction des Grandes Entreprises.

Le quatrième exemplaire est conservé par le redevable.



au lieu de :

Art. 31 (ancien) :

En cas de violation des dispositions des articles ci-dessus, les sanctions suivantes sont applicables :

a) Une amende de 100.000 FCFA sanctionne :

- le défaut de production de la déclaration d'existence, de cession, cessation ou décès*
- le défaut de production de l'état récapitulatif annuel.*

Lire :

Art. 31 (nouveau)

a) 2è tiré : abrogé

e) (nouveau) : En cas de défaut de dépôt de la déclaration mensuelle ou trimestrielle ou en cas de dépôt tardif de ces déclarations, le droit à déduction de la TCA afférente à ces périodes est définitivement perdu.

L'annexe IV de la Loi 6/PR/95 est complétée comme suit :

Produits soumis aux droits d'accises

- Téléviseurs*
- Magnétoscopes*
- Caméscopes*
- Appareils photos*
- Climatiseurs*
- Cassettes vidéo*
- Auto-radios*
- Disques laser CD*
- Machines à laver*
- Antennes paraboliques.*

Un arrêté du Ministre des Finances fixera le taux des droits d'accises de ces articles.



Article 6/ Pour compter du 1er Janvier 1997, les articles suivants du Code Général des Impôts sont modifiés et complétés comme suit :

Article 42 - 2°

- sont également taxables dans la catégorie des BNC, les gains perçus par les parieurs. Les organismes payeurs effectueront une retenue à la source de 20 % qu'ils reverseront mensuellement au Service du Trésor.

Au lieu de :

Article 1057 (ancien) :

1° - Les omissions totales ou partielles constatées dans l'assiette de l'un des impôts visés au Titre I, et au chapitre premier du Titre II de la première partie du Livre du présent Code, ainsi que les erreurs commises dans l'application des tarifs peuvent être réparées jusqu'à l'expiration de la quatrième année suivant celle au titre de laquelle l'imposition est due.

2° - Toute erreur commise, soit sur la nature de l'impôt applicable, soit sur le lieu de l'imposition concernant l'un quelconque des impôts et taxes ci-dessus visés peut, sans préjudice du délai fixé à l'alinéa précédent, être réparée jusqu'à l'expiration de l'année suivant celle de la décision qui a prononcé la décharge de l'imposition initiale.

3° - Toute omission ou insuffisance d'imposition révélée par une instance devant les tribunaux répressifs ou par une réclamation contentieuse peut, sans préjudice du délai général de répétition fixé au paragraphe premier ci-dessus, être réparée jusqu'à l'expiration suivant celle de la décision qui a clos cette instance ou solutionné cette réclamation.

4° - Lorsqu'à la suite de l'ouverture de la succession d'un contribuable ou de celle de son conjoint, il est constaté que ce contribuable a été omis ou insuffisamment imposé aux rôles de l'année du décès ou l'une des trois années antérieures, l'impôt sur le revenu des personnes physiques et la taxe complémentaire non perçue au titre desdites années peuvent, sans préjudice du délai général de répétition fixé au paragraphe premier ci-dessus, être mis en recouvrement jusqu'à la fin de la deuxième année suivant celle de la déclaration de succession ou, si aucune déclaration n'a été faite, celle du paiement par les héritiers des droits de mutation par décès. Les impositions établies après le décès du contribuable, en vertu du présent paragraphe, ainsi que toutes autres impositions dues par les héritiers du chef du défunt, constituent une dette déductible de l'actif successoral pour la perception des droits de mutation par décès.

M

Elles ne sont pas admises en déduction du revenu des héritiers pour l'établissement des impôts dont ces derniers sont personnellement redevables.

5° - Les impositions établies en vertu du présent article portent, s'il y a lieu, les majorations de droits ou droits en sus prévus par les dispositions relatives à l'impôt qu'elles concernent.

Lire :

Article 1057 (nouveau) :

1° Pour l'ensemble des impôts droits et taxes, relevant de la Direction des Impôts et Taxes, le droit de reprise de l'Administration s'exerce jusqu'à la fin de la troisième année qui suit celle au titre de laquelle l'imposition est due.

2° Lors d'une vérification de comptabilité, à l'exception des opérations d'inventaires, un délai de deux jours francs devra systématiquement être laissé au contribuable entre la remise de l'avis de vérification et la première intervention sur place. L'avis de vérification devra être signé par le Directeur des Impôts et Taxes. Cet avis doit préciser la nature des impôts et taxes vérifiés ainsi que la période concernée.

3° L'administration est en droit de vérifier les années prescrites ayant donné naissance à des déficits (ordinaires ou ARD), influant sur les résultats de la première année non prescrite. Le montant des redressements affectant ces années prescrites est plafonné au montant du déficit reporté sur la première année non prescrite (annulation du déficit).

4° Toute erreur commise, soit sur la nature de l'impôt applicable, soit sur le lieu de l'imposition concernant l'un quelconque des impôts et taxes ci-dessus visés peut, sans préjudice du délai fixé à l'alinéa précédent, être réparée jusqu'à l'expiration de l'année suivant celle de la décision qui a prononcé la décharge de l'imposition initiale.

5° - Toute omission ou insuffisance d'imposition révélée par une instance devant les tribunaux répressifs ou par une réclamation contentieuse peut, sans préjudice du délai général de répétition fixé au paragraphe premier ci-dessus, être réparée jusqu'à l'expiration suivant celle de la décision qui a clos cette instance ou solutionné cette réclamation.

6° - Lorsqu'à la suite de l'ouverture de la succession d'un contribuable ou de celle de son conjoint, il est constaté que ce contribuable a été omis ou insuffisamment imposé aux rôles de l'année du décès ou l'une des trois années antérieures, l'impôt sur le revenu des personnes physiques et la taxe complémentaire non perçue au titre desdites années peuvent, sans préjudice du délai général de répétition fixé au paragraphe premier ci-dessus, être mis en recouvrement jusqu'à la fin de la deuxième année

suivant celle de la déclaration de succession ou, si aucune déclaration n'a été faite, celle du paiement par les héritiers des droits de mutation par décès.

Les impositions établies après le décès du contribuable, en vertu du présent paragraphe, ainsi que toutes autres impositions dues par les héritiers du chef du défunt, constituent une dette déductible de l'actif successoral pour la perception des droits de mutation par décès. Elles ne sont pas admises en déduction du revenu des héritiers pour l'établissement des impôts dont ces derniers sont personnellement redevables.

7° - Les impositions établies en vertu du présent article portent, s'il y a lieu, les majorations de droits ou droits en sus prévus par les dispositions relatives à l'impôt qu'elles concernent.

Article 7 / Pour compter du 1er Janvier 1997, les clauses d'exonération fiscale, des conventions en cours, dont la date d'effet est antérieure au 01/01/1992, sont abrogées. Les clauses d'exonération fiscale des conventions signées entre 1er Janvier 1992 et le 31 Décembre 1996 ne peuvent avoir une durée d'effet supérieure à cinq (5) ans. Les conventions signées à compter du 1er Janvier 1997 ne pourront contenir les clauses d'exonérations fiscales dont la durée d'effet est supérieure à cinq (5) ans. Ces dispositions ne s'appliquent pas en matière de recherches et d'exploitation pétrolière et minière.

Article 8 / Pour compter du 1er Janvier 1997, la TCA non réglée par les missions diplomatiques entre le 1er Juillet 1995 et le 31 Décembre 1996 et ayant grevé leurs besoins administratifs propres tels que le téléphone, eau, électricité et autres, ainsi que les besoins administratifs du personnel de ces missions au titre de leurs achats de biens et services, ne fera pas l'objet de rappels.

Article 9 / Pour compter du 1er Janvier 1997, les dispositions de l'article 873-4^e du Code Général des Impôts sont modifiées comme suit :

Au lieu de :

Article 873-4 (ancien) :

4°) par les Secrétaires des Administrations Publiques pour les Actes de ces Administrations qui sont soumis à la formalité de l'enregistrement sauf aussi le cas prévu par l'article 914.

Toutefois, le droit d'enregistrement des marchés de toutes natures, aux enchères, au rabais ou sur soumissions passés entre les autorités Administratives et les particuliers, est toujours à la charge de ces derniers et doit être acquitté par eux.



Lire :

Article 873-4 (nouveau) :

4°) par les Secrétaires des Administrations Publiques pour les Actes de ces Administrations qui sont soumis à la formalité de l'enregistrement sauf aussi le cas prévu par l'article 914.

Toutefois, le droit d'enregistrement des marchés de toutes natures, aux enchères, au rabais ou sur soumissions passés entre les autorités Administratives et les particuliers, est toujours à la charge de ces derniers et doit être acquitté par eux.

Il en est de même pour les baux, sous-baux, subrogations de baux, prorogations des baux prévus à l'article 395 et suivant Code Général des Impôts passés entre l'Etat, les Collectivités, les Missions Diplomatiques, les Organismes Internationaux ou les Organisations non Gouvernementales jouissant des exemptions fiscales (Droit d'Enregistrement et Timbre) Conventionnelles, Internationales ou Nationales et les particuliers.

Article 10 / Pour compter du 1er Janvier 1997, les tarifs des prestations de service effectuées par la Télévision Tchadienne (TVT) sont fixés comme suit :

TELEVISION TCHADIENNE

1- Location du Matériel

a) Tarif journalier

- Régie-Plateau	250.000 FCFA
- Unité de tournage	100.000 FCFA
- Banc de montage	100.000 FCFA
- Synthétiseur	40.000 FCFA

b) Tarif hebdomadaire

- Régie-Plateau	450.000 FCFA
- Unité de tournage	300.000 FCFA
- Banc de montage	350.000 FCFA
- Synthétiseur	125.000 FCFA

c) Forfait pour émission co-produite

- Régie-Plateau	100.000 FCFA
- Unité de tournage	50.000 FCFA
- Banc de montage	50.000 FCFA
- Synthétiseur	30.000 FCFA

2) Publicité

a) Réalisation

* Location journalière du matériel	
- Régie synthétiseur compris	40.000 FCFA
- Unité de tournage	30.000 FCFA
- Banc de montage	25.000 FCFA
- Synthétiseur	15.000 FCFA

ms

* Prestation de service journalière

- Réalisateur	25.000 FCFA
- O.P.V.	10.000 FCFA
- Scénariste	20.000 FCFA
- Monteur	15.000 FCFA
- Doublure	5.000 FCFA
- Synthétiseur	5.000 FCFA

b) Diffusion

- 8 Secondes	15.000 FCFA
- 15 Secondes	30.000 FCFA
- 20 Secondes	35.000 FCFA
- 30 Secondes	45.000 FCFA
- 1 heure	75.000 FCFA
- 1 heure 30 sec.	100.000 FCFA

c) Fournitures cassettes

- 20 mn	15.000 FCFA
- 30 mn	20.000 FCFA
- 60 mn	30.000 FCFA

3 - Publi-reportage

- de 5 à 15 mn	200.000 FCFA
- de 15 à 30 mn	300.000 FCFA
- de 30 mn à 1 h	450.000 FCFA

4 - Taxes de détention des appareils et d'exploitation

	<u>ancien tarif</u>	<u>nouveau tarif</u>
- Location d'un journal d'actualités tchadiennes par salle	75.000 FCFA/sem.	100.000 FCFA/sem.
- Détention vidéo	30.000 FCFA/an	35.000 FCFA/an
- Détention de téléviseurs	5.000 FCFA/an	7.000 FCFA/an
- Vidéo club (exploitations à but lucratif).....	200.000 FCFA/an	250.000 FCFA/an
- Boutique de vente et location des cassettes vidéo.....	100.000 FCFA/an	110.000 FCFA/an
- Autorisation individuelle de prise de vue (3 mois).....	15.000 FCFA	20.000 FCFA
- Autorisation de prise de vue par équipe	10.000 FCFA/pers.	15.000 FCFA/pers.

Ms

5 - Duplication cassette : produit commandité et autres cassettes comprises

a) Duplication

ELEMENTS	DUREE	TARIFS
DUPLICATION	30 mn	10.000 FCFA
- " -	60 mn	17.500 FCFA
- " -	1 H 30 mn	25.000 FCFA
- " -	2 H	30.000 FCFA
- " -	2H 30 mn	35.000 FCFA
- " -	3 H	40.000 FCFA

b) Produit d'une Co-Production cassettes fournies par le Co-Producteur

ELEMENTS	DUREE	TARIFS
CO-PRODUCTION	30 mn	4.000 FCFA
- " -	60 mn	7.500 FCFA
- " -	1 H 30 mn	10.000 FCFA
- " -	2 H	12.500 FCFA
- " -	2H 30 mn	15.000 FCFA
- " -	3 H	20.000 FCFA

Article 11 / Pour compter du 1er Janvier 1996, les tarifs des prestations de service effectuées par l'Agence Tchadienne de Presse (ATP) et la Radio-Diffusion Nationale Tchadienne (RNT) institués par l'article 27 de l'ordonnance n°032/PR/90 portant Budget Général pour 1990 sont relevés conformément aux tableaux ci-après :

A/ - AGENCE TCHADIENNE DE PRESSE

1) Avis et communiqués, annonces légales et intercalaires dans l'A.T.P.

N ° D'ORDRE	LIBELLE	ANCIENS TARIFS	NOUVEAUX TARIFS
1	Bulletin quotidien	100 FCFA	150 FCFA
2	Page publicitaire	10.100 FCFA	20.200 FCFA
3	Demi-page publicitaire	7.000 FCFA	10.100 FCFA
4	1/4 de page intercalaire	5.000 FCFA	5.050 FCFA
5	Intercalaire page renéotypée	7.000 FCFA	14.150 FCFA
6	Intercalaire Imprimée	5.000 FCFA	10.000 FCFA
7	Pages d'annonces légales	25.000 FCFA	50.000 FCFA
8	Une page grillée	30.000 FCFA	30.000 FCFA

2) Taxe sur l'Album Officiel

Le tarif du journal Album Officiel édité par la Direction de la Presse Filmée est fixé à 300 F par Album.

M

Le Tarif d'abonnement intérieur est fixé comme suit :

	<u>Ancien tarif</u>	<u>Nouveau tarif</u>
. Abonnement semestriel	2.500 FCFA	5.000 FCFA
. Abonnement annuel	5.000 FCFA	10.000 FCFA
. Abonnement de soutien	10.000 FCFA	20.000 FCFA

3) Publicité dans l'Album Officiel

	<u>Ancien tarif</u>	<u>Nouveau tarif</u>
- 1/4 de page	50.000 FCFA	65.000 FCFA
- 1/2 de page	100.000 FCFA	125.000 FCFA
- Une page entière	200.000 FCFA	220.000 FCFA.

4) Tarif d'abonnement à l'Etranger

	<u>Ancien tarif</u>	<u>Nouveau tarif</u>
. Abonnement semestriel	4.000 FCFA	12.000 FCFA
. Abonnement annuel	8.000 FCFA	32.000 FCFA
. Abonnement de soutien	15.000 FCFA	45.000 FCFA.

5) Tarif d'abonnement au Tchad

a) N'Djaména

	<u>Ancien tarif</u>	<u>Nouveau tarif</u>
3 mois :	7.000 FCFA	8.100 FCFA
6 mois :	12.500 FCFA	13.500 FCFA
1 an :	27.000 FCFA	30.000 FCFA

b) Provinces

	<u>Ancien tarif</u>	<u>Nouveau tarif</u>
3 mois :	11.000 FCFA	14.000 FCFA
6 mois :	17.900 FCFA	21.000 FCFA
1 an :	43.000 FCFA	45.000 FCFA.

c) Etrangers

	<u>Ancien tarif</u>	<u>Nouveau tarif</u>
6 mois :	27.000 FCFA	69.000 FCFA.

M

B/ - RADIO DIFFUSION NATIONALE

1 - Communiqués, annonces, catégorie A, B, C, D, E, F.

CATEGORIE	LIBELLE	ANCIENS TARIFS	NOUVEAUX TARIFS
A	Maladies graves, décès,	150 FCFA la ligne de	175 FCFA la ligne de
	condoléances, remerciements	30 signes	30 signes
B	Naissances, mariages, appels	400 FCFA la ligne de	500 FCFA la ligne de
	Recherches, Avis d'arrivée...	30 signes	30 signes
C	Récital de Gala, Orchestre,	500 FCFA la ligne de	750 FCFA la ligne de
	Concert	30 signes	30 signes
D	Soirée exceptionnelle, bals...	500 FCFA la ligne	1050 FCFA la ligne
	Programme de cinéma,	25.000 FCFA	55.000 FCFA
E	Loterie, annonces ou émissions	émission élaborée	émission élaborée
	Publicité des entreprises	45.000 FCFA annonce	75.000 FCFA annonce
F	industrielles et commerciales	et émission élaborée	et émission élaborée

2 - Publicité (SPOT SONORE)

CATEGORIE	LIBELLE	DUREE	ANCIENS TARIFS	NOUVEAUX TARIFS
A	REALISATION	De 30 secondes		
		à 44 secondes	45.000 FCFA	50.000 FCFA
		De 45 secondes à 2 mn	50.000 FCFA	60.000 FCFA
		De 30 sec. à 59 sec.		7.500 FCFA
B	DIFFUSION	De 1 mn à 1 mn 59 sec.		11.500 FCFA
		De 2 mn à 2 mn 59 sec.		25.000 FCFA
		De 3 mn à 6 mn 59 sec.		55.000 FCFA

3 - Copie sur bande magnétique

DURÉE DE LOCATION DU STUDIO	ANCIENS TARIFS	NOUVEAUX TARIFS
0 à 30 mn	10.000 FCFA	15.000 FCFA
31 mn à 1 heure	20.000 FCFA	30.000 FCFA
1 h à 2 heures	30.000 FCFA	45.000 FCFA
2 h à 3 heures	40.000 FCFA	60.000 FCFA
3 h à 4 heures	45.000 FCFA	67.500 FCFA

ms

4 - Publicité - reportage

DUREE	ANCIENS TARIFS	NOUVEAUX TARIFS
5 à 10 mn	250 000 FCFA	375 000 FCFA
16 à 30 mn	400 000 FCFA	700 000 FCFA

5 - Magazine(périodique)

DUREE	ANCIENS TARIFS	NOUVEAUX TARIFS
15 à 30 mn	-	175 000 FCFA

6 - Sonorisation

DUREE	ANCIENS TARIFS	NOUVEAUX TARIFS
1 HEURE	-	37.5 00 FCFA
2 HEURES	-	25.500 FCFA

7 - Concert des auditeurs

1 CARTE	200 FCFA	250 FCFA
---------	----------	----------

Article 12 / L'article 21 de la Loi de Finances pour 1996 modifiant l'article 541 du Code Général des Impôts relatif aux tarifs des droits et timbres de délivrance des documents et visas de voyages est modifié comme suit :

NATURE DU TITRE	DROITS DE DELIVRANCE		DROIT DE TIMBRE	
	ANCIEN	NOUVEAU	ANCIEN	NOUVEAU
PASSEPORT	25 000	37 500	5 000	7 500
PROROGATION PASSEPORT	15 000	22 500	5 000	7 500
CARTE DE SEJOUR	195 000	292 500	5 000	7 500
LAISEZ PASSER PARTICULIER	0	0	4 000	6 000
CARNET DE VOYAGE	10 000	15 000	5 000	7 500
PROROGATION CARNET DE VOYAGE	5 000	7 500	0	0
CARTE D'IDENTITÉ	3 000	4 500	1 000	1 500

ms

Article 13 / Pour compter du 1er Janvier 1997, les tarifs des cartes grises, des visites techniques, des permis de conduire et des licences des transporteurs sont modifiés comme suit :

Nature	Anciens Tarifs	Nouveaux Tarifs
I/ Cartes grises		
A) En fonction du poids des camions en tonnes (T)		
Camion des 31 T à 40 T	63 000	94 500
Camion des 20 T à 30 T	62 000	93 000
Camion des 11 T à 19 T	48 000	72 000
Camion des 7 T à 10 T	41 000	61 500
Camion des 3 T à 6,5 T	35 500	53 250
B) Remorques		
Remorques	48 500	72 750
Semi-Remorques	48 500	72 750
Tracteurs	48 500	72 750
Porteurs ou Porte-Chars	36 000	54 000
C) En fonction de la puissance en vapeur (C.V.)		
1- Camionnettes		
Camionnettes de 16 CV à 20 CV	37 000	55 500
Camionnettes de 10 CV à 15 CV	29 000	43 500
Camionnettes de 6 CV à 9 CV	25 000	37 500
2- Voitures particulières		
Voitures particulières de 14 CV	50 000	75 000
Voitures particulières de 10 CV à 13 CV	29 000	43 500
Voitures particulières de 6 CV à 9 CV	27 000	40 500
Voitures particulières de 2 CV à 5 CV	18 500	27 750
D) En fonction du nombre de places : Cars/Taxis		
Inférieur à 8 places	30 500	45 750
De 8 places à 11 places	39 000	58 500
12 places	46 000	69 000
De 13 places à 32 places	60 000	90 000
Plus de 32 places	70 000	105 000
E) Motos : selon la puissance en centimètre cube (cm3)		
De 50 cm3 à 125 cm3	7 000	10 500
Au dessus de 125 cm3	9 000	13 500
II/ Visites techniques		
Tous véhicules	5 000	7 500
III/ Permis de conduire		
Inscription	6 000	9 000
Obtention conversion duplicata	10 000	15 000
Permis international	15 000	22 500
Catégorie	5 000	7 500

MS

Nature	Anciens Tarifs	Nouveaux Tarifs
IV/ Licences de transporteurs		
A) Licences de transporteurs de marchandises (en fonct° catég. de véhicules & par charge utile en T)		
Camion avec ou sans remorque de charge utile		
Catégorie A : de 1 T à 3 T	33 500	50 250
Catégorie B : de 3,1 T à 7 T	35 500	53 250
Catégorie C : de 7,1 T à 10 T.	41 000	61 500
Catégorie D : de 10 T à 20 T.	46 000	69 000
Catégorie E : de plus de 20 T	62 000	93 000
B) Licences de transporteurs de voyageurs (en fonct° catég. de véh. et du nbre de places assises)		
Catégorie A : de moins de 10 places assises	22 500	33 750
Catégorie B : de 10 à 17 places assises	34 000	51 000
Catégorie C : de 18 à 30 places assises	45 000	67 500
Catégorie E : de plus de 30 places assises	56 000	84 000

Article 14 / Pour compter du 1er janvier 1997, le taux de la taxe sur les conventions d'Assurances ou de rentes viagères sont majorées de 50 %.

Article 15 / Pour compter du 1er janvier 1997, les taux de délivrance des permis de port d'armes sont modifiés comme suit :

- Arme lisse de chasse (à un ou deux coups) :
1ère arme : 4.500 F au lieu de 3.000 F
les suivantes : 6.750 F au lieu de 4500 F
- Arme rayée de chasse ou de tir : tous calibres y compris les 5,5 ou 22 long rifle (carabine, express double et drilling)
1ère arme : 7.500 F au lieu de 5.000 F
les suivantes : 9.000 F au lieu de 6.000 F
- Pistolet et revolver de défense et de tir : 15.000 F au lieu de 10.000 F.

II - EVALUATION DES RESSOURCES

Article 16 / Les Recettes Budgétaires affectées à la couverture des Dépenses de Fonctionnement de l'Etat et aux dépenses en capital du Budget d'Investissement Public groupées sous les différents titres du Budget Général de l'Etat sont évaluées pour 1997 à la somme **191.216.000.000** de **FCFA**.

La ventilation de ces ressources par titre, section, chapitre et article est donnée par le tableau des annexes I de la présente loi.

Recettes affectées au Budget de
fonctionnement..... 72.158.000.000 FCFA

Titre I : Recettes fiscales 63.200.000.000 FCFA
Titre II : Recettes non fiscales 7.958.000.000 FCFA
Titre III : Recettes en capital 1.000.000.000 FCFA

Recettes affectées au Budget
d'Investissement..... 119.058.000.000 FCFA

Titre IV : Aides, dons et subventions 59.536.000.000 FCFA
Titre V : Emprunts extérieurs affectés
aux Investissements..... 56.722.000.000 FCFA
Titre VI : Remboursement des prêts accordés
aux entreprises publiques (principal)... 2.800.000.000 FCFA.

III - EVALUATION DES CHARGES

Article 17 / Les plafonds des crédits applicables aux Dépenses de Fonctionnement de l'Etat et aux Dépenses en Capital du Budget d'Investissement Public regroupées sous les différents titres du Budget Général de l'Etat sont évaluées pour 1997 à la somme de **206.397.000.000 FCFA**.
La ventilation de ces dépenses par titre, section, chapitre et article est donnée par le tableau des annexes I et II de cette Loi.

- Dépenses affectées au Budget de
Fonctionnement:..... 73.126.000.000 FCFA

Titre I : Service de la Dette Publique (intérêts) 8.308.000.000 FCFA
Titre II : Dotation des Pouvoirs Publics 58.302.000.000 FCFA
Titre III: Intervention de l'Etat et
Transferts courants 6.516.000.000 FCFA

- Dépenses du Budget d'Investissement
Public..... 133.271.000.000 FCFA

Titre IV : Dotation aux amortissements de la Dette
Publique à la charge de l'Etat 12.572.000.000 FCFA
Titre V : Equipement, investissement et
transferts en capital 120.699.000.000 FCFA

Article 18/ Le montant des autorisations des programmes et des crédits d'engagement et des crédits de paiement ouverts aux Ministères et Institutions Publiques pour les dépenses en capital du Budget de l'Etat est arrêté à la somme de **265.776.000.000 Frs** dont :

. Prêts 161.714.000.000 FCFA
. Dons et subventions 104.062.000.000 FCFA.

Mc

Article 19 / Le Gouvernement est autorisé au nom de l'Etat tchadien :

- a) A contracter des emprunts extérieurs ou à recourir à des aides, dons, subventions extérieurs pour financer le déficit du budget de fonctionnement
- b) A contracter des emprunts à concurrence de **161.714.000.000 Frs** pour financer les projets pluriannuels faisant l'objet des autorisations de programmes dans les budgets antérieurs et à procéder au tirage sur prêts en 1997 pour un montant maximum de **56.722.000.000 Frs** couvrant les crédits de paiement inscrits au Budget d'Investissement Public.
- c) A recourir à des aides, dons et subventions en 1997 pour un montant de **59.536.000.000 Frs** en couverture des crédits de paiement inscrits au Budget d'Investissement Public.

Article 20 / Les emprunts que le Gouvernement est autorisé à contracter au nom de l'Etat sont des emprunts de marché extérieur auprès des pays et organismes internationaux mais à des conditions très concessionnelles fixées par convention à passer avec un organisme financier. Lesdites conventions doivent être ratifiées par le Parlement.

IV - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 21 / Pour compter du 1er Janvier 1997, les dispositions de l'alinéa 1er de l'article 27 de la Loi n°11/96 portant Budget Général pour 1996 relatives à l'intégration à titre exceptionnel de 280 enseignants de l'élémentaire et 90 agents du Corps Médical, Para-Médical et Agents Sociaux sont maintenues.
Toutes les autres dispositions de l'article sus-visé sont abrogées.

Article 22/ Pour compter du 1er Janvier 1997, tous les avancements statutaires des Fonctionnaires et Agents de l'Etat continueront à s'opérer sans effets financiers.

Article 23/ Pour compter du 1er Janvier 1997, chaque Département ministériel procédera à une compression de 10 % de son effectif.
Cette compression concerne les Fonctionnaires et Agents de l'Etat dont le rendement est jugé insuffisant pour la bonne exécution du service ou dont l'emploi n'est pas indispensable.

Article 24/ Sans préjudice aux dispositions de l'article de 19 de la présente Ordonnance, il est autorisé pour la gestion 1997, le recrutement proportionnel aux économies réalisées au titre des dégagements de la Fonction Publique effectués par chaque Département ministériel.
La proportion de ce recrutement sera fixé par un Décret.

V - DISPOSITIONS FINALES

Article 25/ Toutes les dispositions antérieures non contraires à la présente Ordonnance sont maintenues.

Article 26/ La présente Ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République./-

N'Djaména, le 21 DEC. 1996

Le Président de la République

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'IDRISS DEBY', is written over a horizontal line. The signature is stylized and fluid.

Le Général de Corps d'Armée
IDRISS DEBY